

INSTRUCTION

N° 09-005-A-P-R du 11 mars 2009

NOR : BUD R 09 00005 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

SUPPRESSION DU PAIEMENT PAR TRAITES DES RECETTES
DU FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN) À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2009
DANS LE CADRE DES CONTRATS EN COURS CONCERNANT LES PRÊTS EN TRAVAUX

ANALYSE

Diffusion de la circulaire interministérielle Budget (DGFIP) / Agriculture (DGPAAT)

Date d'application : 01/01/2009

MOTS-CLÉS

RECETTES ; COMPTABILITÉ ; FONDS FORESTIER NATIONAL ; PRÊT ; TRAITE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	DSF	DOM	COM									

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Sous-direction de la gestion comptable et financière des collectivités locales
Bureau CL-1C

SOMMAIRE

1. LES DISPOSITIONS DE LA CIRCULAIRE N° NOR/BCFR0900509C DU 8 JANVIER 2009	3
2. CONSÉQUENCES PRATIQUES DE LA SUPPRESSION DES TRAITES FFN.....	3
3. ASPECTS COMPTABLES	4

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE : Circulaire n° NOR/BCFR0900509C du 8 janvier 2009	6
---	---

La présente instruction a pour objet de diffuser la circulaire interministérielle Budget (DGFIP) /Agriculture (DGPAAT) n° NOR/BCFR0900509C du 8 janvier 2009.

Cette circulaire informe les préfets, les trésoriers-payeurs généraux, les directeurs des services fiscaux, et les directeurs départementaux de l'agriculture et de la Forêt de la suppression du paiement par traites des recettes du Fonds Forestier National (FFN) à compter du 1^{er} janvier 2009, dans le cadre des contrats en cours concernant les prêts en travaux.

1. LES DISPOSITIONS DE LA CIRCULAIRE N° NOR/BCFR0900509C DU 8 JANVIER 2009

La circulaire rappelle que le FFN était géré dans un compte d'affectation spéciale (CAS) qui a été supprimé par l'article 15 de la Loi de finances pour 2000 n° 99-1172 du 30 décembre 1999. Les opérations en compte au titre du fonds ont été reprises depuis cette date au sein du budget général de l'État.

La pratique du paiement par traites n'a pas été remise en cause après le vote de la loi et le changement de gestion du fonds. Toutefois, dans un souci de clarification et de simplification des procédures et des aspects réglementaires, il a été décidé d'abandonner le paiement par traites dans le cadre des contrats de prêts.

2. CONSÉQUENCES PRATIQUES DE LA SUPPRESSION DES TRAITES FFN

La suppression est concomitante avec la mise en place d'une nouvelle version de l'application de dématérialisation des effets de commerce (DEMAT) dont le déploiement est effectif depuis le 17 novembre 2008 dans les trésoreries générales et les directions locales uniques de métropole, des départements d'Outre-mer et de Mayotte et à compter du 1^{er} janvier 2009 à la Recette générale des finances de Paris. Ce déploiement a fait l'objet de la note circulaire n° 2008/10/12759 du 14 novembre 2008.

La réécriture de l'application a donné lieu à une mise à jour relative aux aspects réglementaires des effets de commerce et une simplification de l'organisation territoriale par la suppression de la centralisation des effets régaliens vers la Recette générale des finances de Paris.

Ainsi, la suppression des traites relatives aux recettes du FFN met un terme à l'encaissement d'effets de type régalien. Désormais ne subsistent que deux types d'effets de commerce : ceux relatifs aux coupes de bois des collectivités territoriales et ceux relatifs aux déposants au Trésor.

Aucune traite FFN n'est plus acceptée depuis le 1^{er} janvier 2009 et il convient de tarir rapidement les flux. Les traites reçues après le 1^{er} janvier seront renvoyées aux trésoreries générales.

Les traites émises avant le 1^{er} janvier 2009 dont l'échéance est postérieure à cette date seront néanmoins traitées jusqu'à épuisement des stocks par la Recette générale des finances de Paris.

3. ASPECTS COMPTABLES

La suppression du paiement par traite ne remet pas en cause d'autres points du dispositif de paiement des sommes dues dans le cadre des contrats en cours, et notamment le paiement échelonné qui pourra intervenir sur la base de titres de recettes établis localement, précisant clairement dans leur objet les dates de chaque échéance successive ainsi que leur montant respectif.

Le capital prêté par le FFN sous forme de travaux réalisés par l'administration produit des intérêts simples.

L'encaissement interviendra au niveau des trésoreries générales par chèque virement ou en numéraire, selon les modalités suivantes.

Dans son rôle d'ordonnateur, la direction départementale de l'agriculture devra constater les droits de l'État et liquider la recette en procédant à l'émission de deux titres de perception distincts : un titre pour la part en capital et un titre pour la part correspondant aux intérêts.

Si le montant de la vente de coupe de bois est insuffisant pour solder les deux titres, l'encaissement sera à imputer *en priorité sur le titre de perception relatif au capital* conformément à la demande du ministère de l'agriculture. L'article 1254 du code civil prévoit que « *Le débiteur d'une dette qui porte intérêt ou produit des arrérages, ne peut point, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital par préférence aux arrérages ou intérêts : le paiement fait sur le capital et intérêts, mais qui n'est point intégral, s'impute d'abord sur les intérêts* ». Ainsi, le consentement du créancier, en l'occurrence ici le ministère de l'agriculture, peut seul permettre l'imputation du paiement sur le capital par préférence aux intérêts.

En cas de paiement échelonné, les diverses échéances devront être mentionnées très précisément sur le titre de perception (date et montant de chaque échéance successive) afin que le trésorier-payeur général enregistre le délai dans l'application REP.

Les écritures comptables sont :

Lors de la prise en charge des titres dans l'application REP

- Débit 467.2711 spécification 2499.48¹
- Crédit 274.8 spécification 2499.48

pour la part en capital du remboursement du prêt du FFN sous forme de travaux

- Débit 467.2721 spécification 2409.08²
- Crédit 762.41 spécification 2409.08

pour la part en intérêt du remboursement du prêt du FFN sous forme de travaux

¹ Spécification de recette 2499.48 à compter du 1^{er} janvier 2009, spécification de recette 2899.71 jusqu'au 31 décembre 2008.

² Spécification de recette 2409.08 à compter du 1^{er} janvier 2009, spécification de recette 2409.51 jusqu'au 31 décembre 2008.

Lors du recouvrement du titre

- Débit 511.211 ou 475.173
- Crédit 467.2711 spécification 2499.48

ou

- Crédit 467.2712 spécification 2499.48

pour la part en capital du remboursement du prêt du FFN sous forme de travaux

- Débit 511.211 ou 475.173
- Crédit 467.2721 spécification 2409.08 ou 467.2722 spécification 2409.08

pour la part en intérêt du remboursement du prêt du FFN sous forme de travaux

Toute difficulté d'application devra être signalée à la direction générale.

LE CHEF DE SERVICE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

FRÉDÉRIC IANNUCCI

ANNEXE : Circulaire n° NOR/BCFR0900509C du 8 janvier 2009

**MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Direction Générale des Finances Publiques

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE**

Direction Générale des politiques agricole,
agroalimentaire et des territoires

Paris le 08 janvier 2009

Le Ministre du Budget des Comptes Publics et
de la Fonction Publique

Le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région et
de département,

Mesdames et Messieurs les directeurs
départementaux de l'agriculture et de la forêt

Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs
généraux et directeurs des services fiscaux

N° NOR/BCFR 0900509C

O B J E T : Prêts en travaux de l'ex - Fonds Forestier National – Suppression
du paiement par traites

La présente circulaire a pour objet de porter à la connaissance des préfets, des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt, des trésoriers-payeurs généraux et des directeurs des services fiscaux les nouvelles modalités d'encaissement des recettes réalisées dans le cadre des contrats de prêts en travaux consentis sur les crédits de l'ex-Fonds Forestier National.

ANNEXE (suite)

Le compte d'affectation spéciale « Fonds Forestier National » (CAS FFN n° 902-01) a été supprimé par la loi de Finances pour 2000 n° 99-1172 du 30/12/1999 et la reprise des opérations en compte au titre de ce fonds a été prévue au sein du budget général de l'État par l'article 15 de la loi.

Pour autant, la pratique du paiement par effet de commerce antérieure à la suppression du CAS, n'a pas été remise en cause depuis cette date, bien que les encaissements soient effectués désormais pour le compte du budget général de l'État.

Sur le plan réglementaire l'article 24 du décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 précise le mode d'encaissement des recettes de l'État :

« Les règlements sont faits par versements d'espèces, par remise de chèques ou effets bancaires Ils peuvent également, dans les conditions prévues par les textes régissant l'organisme public ou la catégorie de recette en cause, s'acquitter par remise d'effets de commerce ou d'obligations cautionnées. »

L'encaissement des recettes de l'État ne peut donc intervenir par effet de commerce sauf si des textes spécifiques le prévoient expressément ce qui n'est pas le cas des recettes liées aux prêts en travaux du FFN car sa gestion sur le plan comptable n'est pas distincte de celle de l'État.

Dans un souci de clarification, lié à la fois, à la mise en place de la LOLF, et à une mise à jour de l'application DEMAT de dématérialisation des effets de commerce tenue dans les trésoreries générales et directions locales uniques de la DGFIP, il a été décidé d'abandonner le paiement par traites dans le cadre des contrats de prêts en travaux du FFN.

La suppression ne remet pas en cause le dispositif de paiement des sommes dues dans le cadre des contrats en cours, et notamment le paiement échelonné qui pourra intervenir sur la base de titres de recettes établis localement précisant dans leur objet les dates de chaque échéance successive ainsi que leur montant respectif.

L'encaissement interviendra au niveau des trésoreries générales ou directions départementales des finances publiques par chèque ou en numéraire.



ANNEXE (suite et fin)

Toute difficulté d'application de la présente circulaire devra être portée à la connaissance de la DGFIP, sous-direction gestion financière et comptable des collectivités locales, service trésorerie moyens de paiement et activités bancaires, bureau CL1C (☎ 01 53 18 35 15) ou de la DGPAAT service de la forêt, de la ruralité et du cheval, sous-direction de la forêt et du bois, bureau des investissements forestiers (☎ 01 49 55 51 78).

*Le ministre du Budget des Comptes publics
et de la Fonction publique,*

Pour le ministre et par délégation :
Le Directeur Général des Finances Publiques ,

Le ministre de l'Agriculture et de la pêche

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général des Politiques Agricole,
Agroalimentaire et de Territoires,*

Philippe PARINI

Jean-Marie AURAND

